

JIGMOD

Rapport du réseau JINUKUN¹ – LDCB² – Social Watch et GRAIN – Afrique Francophone

Dans le cadre des activités du JIGMOD au Bénin, une conférence publique a été prononcée le 7 avril 2006, à Cotonou, dans la salle de conférence du Conseil National des Chargeurs du Bénin (CNCB), par la LDCB, le réseau JINUKUN, Social Watch et GRAIN. Cette conférence dite en français, avec des passages en langue nationale «Fongbé» a vu la participation active d'une centaine de personnes, dont une trentaine de journalistes, surtout ceux exerçant dans des radios rurales et de proximité au Bénin.

La conférence ayant pour thème «Les Organismes Génétiquement Modifiés et l'agriculture paysanne au Bénin et en Afrique» a été l'occasion de :

- montrer que les OGM sont produits pour l'agriculture industrielle et non pas pour l'agriculture paysanne répandue en Afrique ;
- exprimer l'inquiétude de la société civile à propos du moratoire de 5 ans pris par le défunt gouvernement, en mars 2002. En effet, le gouvernement qui a décrété le moratoire pour interdire l'introduction, la circulation et la commercialisation des OGM et dérivés sur toute l'étendue du territoire, est le premier à violer ce moratoire dès 2003 ; ainsi, il continue d'importer les vivres venant de l'aide alimentaire fournie par les Etats-Unis, via le Programme Alimentaire Mondiale (PAM), l'USAID et le Catholic Relief Service (CRS). En 2004, le gouvernement a même demandé officiellement à augmenter l'aide alimentaire venant des Etats-Unis, alors que le Bénin ne souffre pas de famine ;
- rappeler le moratoire de 10 (dix) ans demandé en Juin 2005 au cours de la rencontre de la CEDEAO, par les Organisations de la Société civile (ROPPA, Organisation Internationale des Consommateurs (OIC), Coalition pour la Protection du Patrimoine Génétique Africain). Ce délai devrait permettre d'informer les populations africaines, surtout les organisations paysannes et les consommateurs, pour qu'ils comprennent les enjeux liés aux OGM dans chaque pays, et participer à la prise de décision nationale ;
- partager les dernières informations disponibles au niveau des organisateurs ;

Enfin, un appel a été lancé :

- aux paysans, aux consommateurs et autres populations à la base, pour que les résistances soient à la hauteur des pressions exercées sur le gouvernement par les multinationales, et les Instituts internationaux de recherche ;
- au nouveau gouvernement qui promet le changement au peuple béninois, pour qu'il mette tout en œuvre pour :
 - le respect des droits des agriculteurs et des communautés locales,
 - le rejet des OGM dans l'agriculture, dans l'intérêt des agriculteurs, des consommateurs et des populations locales.

Pour plus d'informations, prendre contact avec : jeanne @grain.org

1. Point focal de la Coalition des Organisations de la Société Civile pour la Protection du Patrimoine Génétique Africain – COPAGEN
2. Ligue pour la Défense des Consommateurs au Bénin